

Introduction de Cynthia Ghorra-Gobin

La mondialisation est *a priori* un concept flou, susceptible d'être définie différemment selon les individus, les disciplines, les aires géographiques. Les Américains utilisent ainsi rarement le terme de *world* ou *worldisation*, mais préfèrent *globalization* même quand ils ne renvoient pas à économie.

Le séminaire a aussi permis de souligner le caractère multidimensionnel de la mondialisation. Nous avons délibérément choisi de distinguer trois termes.

- **Mondialisation** renvoie chez nous à la pertinence de l'échelle mondiale ou encore du territoire monde. Les géographes considèrent que l'échelle mondiale est pertinente pour analyser les espaces et les territoires. Mondialisation ne se réfère pas à l'internationalisation
- **Globalisation** peut renvoyer à la globalisation financière et productive. Elle renvoie aussi à l'universalisation du capitalisme et de l'idéologie néo-libérale. C'est aussi l'intensification des flux globaux qui restructure les territoires locaux.
- **Planétarisation** renvoie à l'émergence d'une conscience de la planète comme un tout, fini, qui est à la fois source de menace et menacée.

Nous allons mettre cette année l'accent sur les échelles et de la relation local/global. L'une des questions qui se pose est la pertinence de cette échelle globale et son rapport à la question du transnational dans son rapport au local. On insistera en particulier sur les « arrangements locaux » et le rôle des acteurs municipaux, les questions de gouvernance locale, le problème de l'échelon métropolitain et de la métropole comme territoire.

L'eau, l'État, le citoyen : les nouveaux arrangements de l'eau en Argentine.

Daniel Florentin - Latts Université Paris Est

Première photographie : bâtiment élu comme le plus beau bâtiment de Buenos Aires. La *casa del agua*. Bâtiment emblématique à plus d'un titre : pour ses qualités architecturales, mais aussi parce qu'il abrite un certain nombre institutions. Il abrite par exemple un musée de l'eau, retraçant les symboles des usages et pratiques de l'eau en Argentine. C'est ainsi qu'on y trouve le grand symbole local, le bidet, qui fait partie de tous les intérieurs argentins et constitue un des marqueurs des représentations liées à l'eau. Une exposition retrace également les heures de gloires des ingénieurs de la société qui s'occupe de la distribution de l'eau, OSN, au temps du service public avant privatisation. Dans cette exposition, un oubli : les 13 ans de la privatisation de la société (Suez est alors gestionnaire) est zappée. Il y a un trou entre la période de gestion publique et celle de la renationalisation. Cela montre que la gouvernance des services urbains est une question éminemment politique. Elle recouvre plusieurs enjeux :

- enjeu d'intérêt général
- enjeu de cohésion sociale et territoriale : le réseau peut créer des solidarités entre territoires mais aussi des fractures
- enjeu électoral

BA est un lieu de friction de la mondialisation où l'on voit se confronter les modèles internationaux et les résistances locales, qui peuvent se manifester à l'échelle nationale,

mais aussi d'une ville ou d'un quartier. On voit émerger un modèle hybride où local et global se réorganisent : on a de nouveaux arrangements sociaux, techniques, économiques qui se mettent en place par le conflit.

On a en somme une confrontation d'enjeux et d'échelles.

1. Circulation et mondialisation des modèles de gestion : « effet banque mondiale » avec le recueil des *best practices*. Les multinationales sont jugées seules expertes pour organiser un certain nombre de service. Ce modèle est à la fois fortement contesté et en même temps récupéré et réadapté
2. Ce modèle se heurte à l'échelle de l'État avec de nouvelles figures pas si nouvelles :
 - a. capitalisme coopératif développé par les époux Kirchner après la crise de 2001 : comment repartir du plus petit niveau pour se redresser après la crise de 2001, ce qui s'accompagne souvent d'un renouveau du contrôle social ;
 - b. volontarisme politique : État se veut le garant d'une politique de développement qui favorise explicitement les couches populaires
3. Mobilisation du local entre en dialogue avec les deux autres échelles : acteurs locaux multiples, très politisés

L'exposé s'interroge autour de la notion de « citoyenneté matérielle », dans la lignée des travaux de Chatterjee et des *subaltern studies* : la citoyenneté ne se construit pas autour de fondements électoraux, du droit de vote. Elle a également une forme de matérialité qui passe par un accès décent à tous les réseaux urbains essentiels.

Deux questions :

- comment arriver à un accès universel à l'eau ?
- peut-on imaginer la mise en place d'une citoyenneté matérielle ?

L'Argentine offre un objet d'étude très intéressant de ce point de vue car elle est aussi bien marquée par des aspects très libéraux mais aussi par des mobilisations très fortes, parfois très violentes.

1. Retour sur l'expérience de la plus grande concession d'eau au monde
2. Entre rupture et continuités : le nouveau modèle public et les nouveaux arrangements
3. La mobilisation du local : le programme *Agua Mas Trabajo*

Buenos Aires est cependant un cas particulier : du fait de la macrocéphalie, ce qui se fait à Buenos Aires et déjà considéré comme quelque chose de niveau national et pas local.

A. Retour sur l'expérience de la plus grande concession d'eau au monde

1. Un contexte propice au développement de la participation du secteur privé à toutes les échelles
 - a. À l'échelle régionale
 - hyperinflation et crise des dettes souveraines : la crise des cocktails

- vague de privatisation des différents secteurs : l'exemple chilien. L'eau est en fait dans la deuxième vague de privatisation. L'eau est une marchandise comme les autres dans l'idéal du consensus de Washington. L'eau est décrite comme un bien marchand stricto sensu. Cette vision est mondialisée. C'est l'idée qu'on peut donner une valeur économique à la nature : environnementalisme de marché (K. Baker)
- b. À l'échelle nationale : « de la chirurgie sans anesthésie » (Carlos Menem)
 - Hyperinflation : « même Kirchner aurait privatisé » (responsable de Aysa). Plus de 1000%/an d'inflation. Menem vient du même parti de Kirchner, tous deux héritiers de Peron. Les cultures politiques en Argentine sont beaucoup plus flexibles. La privatisation est vue à cette époque comme une solution miracle pour un désendettement immédiat.
 - La gestion de l'eau sous OSN est l'incarnation de la théorie des 3 « moins »: faible recouvrement des factures, faible productivité, faible qualité de service et de couverture (S. Spronk). Le réseau est marqué par des coupures assez nombreuses. Quand Suez est arrivé, il a été salué par la population car avait réduit les coupures. La conception du service public, autour de grandes notions comme celle d'égalité, de qualité était, avant la privatisation, totalement décorrélée du niveau de service fourni. La question de l'approvisionnement est donc patente.
 - La privatisation qui se met en place est un modèle hybride entre la concession à la française et le modèle anglais de la régulation externe. Modèle d'un service universel à atteindre en 15 ans. Mais Suez se rend compte très vite que les données de départ sur lesquelles ils avaient obtenues leur marché sont fausses. Ils vont donc passer leur temps à entrer en conflit avec l'État pour renégocier leur contrat. Celui-ci fonctionne sur un principe simple : ce sont les usagers finaux qui doivent porter le coût de l'extension du réseau : principe du full cost recovery, dont les responsables de Suez vont eux-mêmes reconnaître l'inadéquation au contexte local. Crée de nombreux conflits parce que les usagers sont souvent très pauvres et non solvables. L'ensemble des zones périphériques se trouvent exclues de l'approvisionnement en eau. Comme le rappelle Henri Coing, la responsabilité est ici tout autant celle de l'État que du groupe privé.
 - Nombreuses disputes tarifaires qui augmentent avec la crise de 2001, et qui culmine en 2003 avec l'arrivée de Kirchner. Ce dernier reproche à la compagnie de ne pas tenir ses engagements. Il prend le prétexte de la quantité de nitrate pour rompre le contrat et renationaliser.

2. La crise et ses acteurs

La crise est l'occasion d'un premier réarrangement, et on a trois grandes figures qui émergent pendant la crise :

- la multinationale étrangère va peu à peu apparaître comme l'incarnation de l'avidité alors qu'au départ, elle a plutôt bonne presse. Deux choses lui sont reprochées :

l'endettement (alors qu'elle est sensée apporter du capital frais) qui est vu comme la marque d'une imprévoyance – ce qui occulte que le premier mauvais payeur de la compagnie, c'est l'État + rhétorique de l'abandon car la plupart des dettes sont contractées auprès de bailleurs étrangers : remise en cause des capitaux étrangers > ce sont les Français qui abandonnent l'approvisionnement en eau de Tucuman par exemple. La presse souligne aussi l'avidité de l'entreprise et remet en cause son éthique : inadaptation des modèles mondialisés au contexte local. On pointe aussi le manque d'investissement face aux profits majeurs., notamment via les analyses de Daniel Azpiazu, de l'université du FLACSO. Dénonciation du capital étranger qui reprend le discours péroniste sur la volonté de s'émanciper de la tutelle étrangère. Revaloriser la figure de l'État sauveur, protecteur d'un certain nombre d'usagers.

- La figure de l'État n'est pas non plus monolithique. On demande à l'État de se faire courroie de transmission entre l'entreprise privée qui augmente ses tarifs et l'utilisateur captif. Des acteurs locaux portent cette figure de l'État sauveur/protecteur. Peu à peu, il y a disqualification de l'ère Menem de la privatisation avec à nouveau, mobilisation du patriotisme. On dénonce aussi le caractère régressif de la concession : les ménages les plus pauvres dépensent plus que les plus riches.
- Une autre figure émerge : celle de l'utilisateur. L'utilisateur a plusieurs visages : c'est d'abord une victime, en particulier des dissymétries d'informations. Il doit faire face aux augmentations de tarifs et aux coupures d'eau. Il est aussi un critique, qui fait remonter sa plainte ou se fédère en associations de consommateurs avec des lettres ouvertes à Kirchner pour interrompre le contrat. Figure de l'utilisateur, qui oscille entre le consommateur et le client, dont il faut responsabiliser la consommation.

3. La rupture du contrat

Elle fut très conflictuelle. Procédure au CIRDI qui démontrera la responsabilité partagée de l'État (qui n'a pas donné de garantie juridique suffisante aux investissements) et de la multinationale (qui ne respecte pas la promesse des travaux d'extension). Mais il n'y a pas de condamnation financière de l'État qui du coup en ressort renforcé et assoit son contrôle, en particulier sur la société renationalisée. Idée que l'eau va pouvoir devenir un droit de l'Homme.

B. Entre rupture et continuités : le nouveau modèle public et les nouveaux arrangements

Un nouveau modèle de service public avec AySA

- une modernisation du réseau non démentie

- stabilité d'un certain nombre d'éléments sur la tarification, les effectifs, etc.
- en revanche, ce qui est nouveau, c'est l'implication beaucoup plus forte des acteurs locaux. Les *municipios*, quartiers périphériques du grand BA, sont désormais inclus parmi les acteurs décisionnaires, notamment au sein de l'organe de planification, APLA. Il y a toujours un régulateur, mais qui a un rôle très faible, ne pouvant donner une contravention à la compagnie, les deux étant dépendant du même acteur étatique.
- une politique de grands travaux fait rupture avec la période précédente : on a un modèle assez hybride entre volontarisme étatique et participation locale des populations. Construction d'un certain nombre d'usines de potabilisation pour augmenter l'accès à l'eau. Certains exemples montrent la contestation du modèle mondialisé : pour construire une usine, l'État fait appel à un prêt de la banque mondiale qui impose la participation à l'appel d'offre d'un sous-traitant de Suez, Dégremont. Or, ce cabinet relève de Suez, avec qui l'État est à cette époque en conflit. L'État refuse donc le prêt de la BM et s'auto-finance. Le projet prend un an de retard à cause de ces problèmes d'architecture financière, mais la BM est rejetée.
- le financement est aussi revu : on fonctionne sur des subventions croisées qui vont à l'encontre des modèles de l'économie néo-libérale.
- Tout n'est pas rose : la logique d'extension du réseau s'est faite sans rénovation de celui-ci. Du coup, le réseau existant se dégrade. Il y a des problèmes de pression en bout de réseau. La logique suivie est avant tout celle d'une augmentation de la production, mais pas forcément d'entretien du réseau.

Il y a donc bien un gros effort d'extension du réseau, mais pas toujours avec les résultats escomptés.

C. La mobilisation du local : le programme *Agua Mas Trabajo*

Le Programme ambitieux a été lancé en 2003 pour faire face à une importante vulnérabilité au risque sanitaire lié au manque d'accès à l'eau potable. Ça commence donc sous l'ère Suez, avec une logique décentralisée avec des puits. Problème, c'est que les eaux sont pleines de nitrate et d'arsenic : elles nécessitent des traitements très coûteux. On est bien sûr dans des quartiers très pauvres : il n'y a pas les moyens.

À cette époque, et notamment avec l'arrivée des Kirchner, on a des coopératives qui se montent, encadrées par quelques grands regroupements syndicaux ou associatifs, comme la CCC. Mais elles vont prendre une autre envergure avec la reprise en main par l'État en 2007, avec la création des coopératives, indépendantes de la compagnie nationale, qui vont jouer un rôle clé. Ces coopératives locales qui se créent avec des travailleurs locaux et ceux qui tiennent les piquets de grève dans les mobilisations de 2001 (en 2001, un certain nombre de figures émergent comme les *cartoneiro* (cf exposé suivant) ou ces *piquero*). On embauche aussi des gens en réinsertion. Les coopératives sont recrutées par *municipio* et pas par quartier. Chaque coopérative doit construire un certain nombre de module du réseau, qui est certes en plastique et pas en métal, mais qui est soumis au même contrôle qualité que le reste du réseau.

70% de l'extension du réseau va passer par ce programme

On a donc un triple changement avec la renationalisation :

1) changement d'échelle : le programme devient gigantesque et suit désormais une logique réticulaire centralisée

2) on passe d'un système de gestion décentralisée avec 20 personnes qui travaillent à temps partiel dans la compagnie à une gestion centralisée qui mobilise 60 personnes à plein temps. Le réseau étant centralisé, l'eau est traitée dans les grandes usines de potabilisation et la qualité de l'eau s'améliore pour ces populations pauvres.

3) la coordination est assurée désormais directement par l'entreprise nationale et plus par une institution intermédiaire créée *ad hoc* par Suez et l'Etat argentin.

Les résultats sont importants : en 4 ans, un million de nouveaux usagers ont accès à l'eau. On a ici une incarnation de la citoyenneté matérielle. Ce modèle coopératif participe éventuellement de cette citoyenneté matérielle : il permet de promouvoir une forme de dignité au travail des populations, mais aussi une forme de dignité des personnes desservies. L'eau comme droit de l'homme n'est pourtant pas gratuite : on a décidé de mettre en place un paiement symbolique pour donner la conscience du service. On a un taux de recouvrement des factures tout à fait honnête, autour de 50%, sachant qu'il faut tenir compte des problèmes de facturation et du manque d'adresse fréquent des usagers.

Reste encore des points noirs : manque de moyens financiers et politiques des municipios, qui sont de simples relais du pouvoir central. Les acteurs locaux sont donc relativement inefficaces. Le programme a par ailleurs connu des critiques : clientélisme du programme dénoncé par certains. Autre problème, celui de la répliquabilité dans d'autres provinces : ces politiques sont centrées sur BA pour des raisons politiques – 30% de la population vivant à BA, gagner le périurbain de BA, c'est gagner la présidentielle.

En conclusion, la rhétorique des droits développée par les époux Kirchner a permis de nouveaux arrangements institutionnels avec l'inclusion de nouveaux acteurs locaux. On a bien un modèle hybride qui associe un volontarisme étatique fort avec l'inclusion des acteurs locaux. Demeurent un certain nombre de problèmes socio-économiques qui posent la question de savoir si ce modèle coopératif n'est pas simplement transitoire, un modèle par défaut qui permet un contrôle par l'État des acteurs locaux regroupés en association mais qui n'est pas forcément transposable.

De la marge mondialisée au noeud mondial. La valorisation d'une décharge contrôlée (Buenos Aires).

Marie-Noëlle Carré – IHEAL-CREDA

Les déchets sont des marqueurs de la mondialisation selon Romain Garcier. Cette observation est-elle valide pour tous les déchets, en tous lieux et quelle que soit la forme sous laquelle ils se présentent ?

Le cas des déchets ménagers est intéressant. C'est une part minime des déchets existants. Ils relèvent très largement du niveau local et ne semblent pas avoir d'intérêt à l'échelle mondiale.

Peut-on mettre sur le même plan des déchets recyclables qui sont envoyés pour retraitement dans le monde entier, des déchets alimentaires transformés en compost chez soi et des décharges plus ou moins organisées ? Si les flux de plastiques envoyés depuis l'Argentine en Chine pour être recyclés circulent dans des réseaux mondialisés et voient leur cours décidés sur les marchés mondiaux, si le compostage des déchets dans

la sphère domestique peut relever de « bonnes pratiques » diffusées à l'échelle mondiale, le cas de la décharge est plus problématique. C'est d'abord le lieu de l'oubli, de l'abandon. Une décharge est fortement territorialisée à l'échelle locale, mais pas forcément mondiale.

Un cas attire l'attention : celui de décharges fermées, dont le site a été valorisé. Par exemple, au Caire, derrière la mosquée Al-Azhar, une décharge vieille de 500 ans a été transformée en jardin, suite à l'investissement de 30 millions de \$ effectué par Agha Khan IV, un acteur privé. Les décharges et leur aménagement deviennent un atout pour promouvoir le territoire : on assiste à une valorisation foncière de lieux marginalisés et à une mise en avant, dans le marketing urbain, de ces espaces. Les décharges, marges mondialisées, sont valorisées, après leur fermeture, comme nœuds de la mondialisation.

A Buenos Aires, il existe un projet de valorisation de l'une de ces décharges. Or, celui-ci pose la question du modèle de valorisation des territoires. Dans les années 1990, avec les années Menem, l'Argentine est désignée comme le meilleur élève du néolibéralisme. La crise de 2001, moment de forte contestation sociale de cette voie, érode la légitimité de ce choix politique, institutionnel, économique et social. L'aménagement de la décharge arrive après : peut-on mettre sur le même plan cette opération et les autres opérations de valorisation foncière qui se sont multipliées dans la métropole durant les années 1990 ? Y a-t-il une remise en question des modèles néo-libéraux ?

La crise de 2001 et ses conséquences, une crise des déchets ?

Une grande crise qui dure de 1998 à 2003 qui se décline en différents bouleversements économiques, sociaux et politiques. Elle conduit à un bilan très mitigé de l'application du modèle néo-libéral.

Pauvreté très importante, concentrée dans la ceinture périphérique intermédiaire.

Au cours de la crise de 2001, un acteur a été médiatisé : le *cartonero*, le récupérateur de matériaux recyclables. Une fraction de la population assez difficile à quantifier s'est mise à récupérer les déchets dans les quartiers aisés. Ces récupérateurs vivaient très loin du centre et prenaient le train, en empruntant les voies de circulation rapide créées justement pendant la décennie 1990. 30000 personnes vivent alors de la récupération (13 millions de personnes vivent dans la métropole).

On peut ici relier la crise et la production de déchets. Il faut souligner ici que la part des déchets recyclables ne cesse d'augmenter entre 1990 et 2006. Ces mutations sont liées à des changements dans les manières de consommer, avec notamment de plus en plus d'emballages, ce qui reflète qu'une partie de la population entre dans la société de consommation. La part des déchets diminue en 2001 et suit en fait la chute du PIB puis sa remontée.

BA est un laboratoire social. La crise de 2001 est notamment un moment de créativité des acteurs locaux. Par exemple, c'est l'époque de la création des coopératives. C'est aussi la participation à des assemblées de quartiers sur la vie de quartier. On a la création de clubs de trocs. On a des usines récupérées par leurs ouvriers.

Dans le cas des déchets, la constitution de coopératives de *cartoneros* est notable. Ces coopératives ont réussi à partir de 2001 à passer outre une ordonnance qui interdisait la récupération dans l'espace métropolitain.

À partir des années 2000, on voit intervenir un certain nombre d'ONG, dont Greenpeace, dans le débat public sur la question des ressources naturelles et de l'environnement. Cela coïncide avec l'affirmation des *cartoneros* comme opérateur de la protection de l'environnement, qui leur permet de justifier leur existence et de continuer leur activité. À la même époque, les riverains du Riachuelo, qui est un véritable égout à ciel ouvert, déposent plainte contre la dégradation des ressources naturelles dans la proximité immédiate de leurs quartiers et obtiennent gain de cause (*Causa Beatriz Mendoza y otros*). La cour suprême de justice argentine reconnaît que les habitants n'ont pas un environnement sain : or ce droit est constitutionnel depuis 1994.

Villa Dominico est une décharge qui appartient à un système de gestion des déchets élaboré en plein cœur de la dictature en 1977. Ce système repose sur trois décharges qui auraient dues être reliées par une ceinture verte, un grand parc urbain assorti d'une autoroute. Ce projet ne verra jamais le jour : un tronçon d'autoroute est construit au nord, mais les seuls vestiges de ce projet sont les trois principales décharges contrôlées de la métropole qui fonctionnent toutes de la fin des années 1970 au début des années 2000. Pendant la dictature, le projet politique porté par le gouvernement militaire repose aussi sur un aménagement vitrine du centre ville. Les populations des bidonvilles sont expulsées vers la périphérie.

Mais du coup, les décharges construites en périphéries de la ville sont là pour accueillir surtout les déchets de la ville centre et dans une moindre mesure ceux des municipalités périphériques. Elles viennent remplacer les décharges à ciel ouvert existantes. Création d'une entité qui gère l'enfouissement (non pas la collecte) des déchets (la CEAMSE) : l'idée est de combler par les déchets les cours d'eau qui entourent la métropole (terrains inondables) pour pouvoir les valoriser par l'aménagement paysager, l'édification de structures légères de divertissement (clubs de golf, de tennis, de football, parcs de loisirs), ainsi que construire dessus et autour.

Jusqu'en 2001, la situation se complique, surtout vers la fin. L'augmentation et la transformation de la production de déchets pose problème. Les emballages posent un problème technique : ils occupent un volume plus important que les déchets alimentaires qui pourrissent. Du coup, les décharges sont surchargées bien avant leur date prévue de remplissage. De plus, les municipalités périphériques sont aussi très productrices de déchets. On finit par avoir 3 millions de tonnes de déchet enfouis en une année sur Villa Dominico.

On a par ailleurs un problème de gouvernance. Les ONG poussent à ce que les déchets soient mieux traités, mieux gérés et recyclés. Or, l'entité centralisée qui gère les déchets apparaît opaque : les municipalités n'y participent pas et ne peuvent pas peser sur le devenir des déchets. Elles sont obligées par la loi de les envoyer à l'enfouissement alors que les ONG plaident pour d'autres formes de valorisation. A la fin des années 1990, une association d'habitants riverains de la plus grande décharge en cours de fonctionnement, Villa Dominico (sud-est de l'agglomération) dépose une plainte déposée auprès de la municipalité d'Avellaneda car on a une augmentation du nombre de cancers et de leucémies infantiles autour de la décharge. Les habitants sont soutenus par les ONG et parviennent à faire remonter leur demande auprès de la ville de BA. La décharge est fermée en 2004.

Les processus qui ont conduit à la reformulation de la valorisation de la décharge

Plusieurs modèles de valorisation sont mis en place.

- valorisation de la situation : plate-forme logistique pour Techint, qui gérait la décharge. Techint a obtenu la propriété de 200 hectares sur le littoral du Río de la Plata. Elle projette une plate-forme logistique.
- peu à peu, en 2004, le projet se transforme. L'entreprise a recours à un cabinet d'urbanistes-architectes qui pousse à un aménagement plus complexe à hauteur d'un investissement de 1,7 milliards de dollars. Deux projets : construction d'un *waterfront* urbain ; création d'un parc métropolitain.

Dans les années 1990, on avait eu des projets d'aménagements dans le centre de BA. On a de très grandes opérations immobilières comme le quartier financier de Puerto Madero. Ici, on reprend les mêmes recettes, mais au sud de la métropole, un axe très fortement frappé par la pauvreté et le chômage au cours de la crise de 2001, mais vers lequel se tournent les nouveaux investisseurs immobiliers en raison de conditions de vie potentiellement agréables (littoral du río de la Plata, espaces verts)

Le programme associe logements et bureaux : la Nueva Costa del Plata devra attirer des investisseurs et des acteurs économiques, mais non plus dans le centre.

Désir de mettre en place un aménagement du territoire concerté qui associe l'entreprise, le cabinet d'architectes et d'urbanistes, les pouvoirs locaux et les associations qui s'étaient mobilisées contre la décharge.

Un autre projet est présenté comme contre-projet avec une structuration moins forte par les associations d'habitants. Celles-ci défendent les usages et la biodiversité de ce territoire. Cela peut sembler paradoxal d'associer la décharge, un espace fermé et des usages et de la biodiversité. Il faut aussi noter que la décharge reste associée à la dictature puisqu'on y fusillait des opposants. Mais les habitants effectuent un saut en arrière dans le temps pour montrer les usages de cet espace avant la dictature. Elles refusent l'idée défendue par l'entreprise et le cabinet d'architecte qu'il s'agit d'un espace vide.

La controverse territoriale : outil de mobilisation locale du mondial ?

Consultation municipale sur les projets. Les opposants au *waterfront*, qui ont une position minoritaire, décident de convaincre les habitants qui veulent voir revitalisés ces territoires.

Ils développent différents discours :

- le *water front* n'apportera pas de développement local : il sera connecté directement au centre de la ville et les locaux ne bénéficieront pas des retombées
- le projet a bien fait une étude des impacts environnementaux mais n'a pas pris en compte les impacts régionaux, notamment le rôle de déversoir de ces espaces
- argument foncier : la construction de ce projet est irrégulière, c'est un délit dans la mesure où ces terrains n'ont pas été conçus pour être construits.

L'argument foncier va porter : en juin 2013, le projet est bloqué par le tribunal provincial (province de Buenos Aires).

- Les associations d'habitants en déclenchant la controverse ont produit une meilleure connaissance du territoire aussi bien par les associations que par

l'agence d'architecture et d'urbanisme qui a dû mettre en place des inventaires écologiques.

- les différents acteurs ont su mobiliser des discours venant de la sphère mondiale, en particulier des grands organismes internationaux et des ONG
- on observe une régulation des projets à partir de la mobilisation des acteurs locaux

Conclusion de Cynthia Ghorra-Gobin :

La contribution des deux exposés au séminaire :

- la difficulté de différencier les niveaux local et national dans le cas de BA en raison de la macrocéphalie de la capitale

- pour ce qui concerne l'eau, la mobilisation sociale locale s'inscrit dans l'idéologie nationale qui suite à la crise de 2001 et à l'arrivée des époux Kirchner remet en cause le rôle d'une multinationale (dans la gestion du service public) dont la présence s'explique principalement par le poids de l'acteur international (Banque mondiale) dans un contexte d'idéologie néo-libérale (consensus de Washington). L'Etat évoquant alors l'idée d'un capitalisme coopératif. Contrairement à l'eau, la gestion des déchets et notamment celle de la décharge est a priori une question plus locale que nationale. Aussi sur la base de statistiques nationales démontrant l'incidence épidémiologique sur la population vivant à proximité de la décharge, la mobilisation locale se fait conjointement avec les acteurs globaux (ONG, dont Greenpeace) en vue de la fermeture de la décharge.

-la mobilisation sociale locale peut entraîner l'émergence de nouveaux acteurs dans la gestion du service public. C'est ce qui se passe avec l'eau et la volonté de l'Etat de faire de l'eau un droit de l'homme comme l'illustre le programme Agua Mas Trabajo qui fait émerger des coopératives d'habitants pour assurer l'extension du réseau.

- la valorisation de la décharge publique à la suite de la mobilisation sociale locale est à l'origine d'une controverse entre d'une part la volonté des acteurs privés d'en faire un *waterfront urbain* en vue d'assurer et de renforcer l'attractivité territoriale de BA à l'échelle et d'autre part les habitants qui souhaitent la convertir en un parc urbain. Il y a une tension entre un modèle d'aménagement globalisé et mondialisé et une ambition plus ancrée localement et prenant en compte les aménités urbaines environnementales.

- les arrangements locaux peuvent mobiliser différemment le niveau national et les acteurs globaux (ONG). Tout dépend de la nature du service public. Le niveau national intervient lorsqu'il s'agit de remettre en cause une idéologie préalablement établie. Les époux Kirchner remettent en cause l'idéologie néolibérale mondiale à laquelle l'Etat avait pourtant souscrit auparavant. La fermeture de la décharge et sa possible transformation en un parc urbain a par contre nécessité l'intervention d'acteurs globaux comme Greenpeace.

Magali Reghezza-Zitt et Cynthia Ghorra-Gobin